

**PROJET DE LOI**  
**DE FINANCES RECTIFICATIVE**  
**POUR 2015**

<b>Article liminaire</b> <b>Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2015</b>			
<b>Article 1<sup>er</sup> A</b> <b>Apurement de la dette de l'État vis-à-vis de la sécurité sociale</b>			
<b>Article 1<sup>er</sup></b> <b>Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements sous la forme d'une part du produit de la taxe intérieure sur les produits énergétiques (TICPE)</b>			
Auteur	N°	Objet	Avis de la commission
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.1	Correction d'une erreur	<b>Adopté</b>
<b>Article 1<sup>er</sup> bis</b> <b>Affectation à certaines collectivités territoriales de sommes versées par la société d'autoroutes ESCOTA dans le cadre du plan de relance autoroutier</b>			
<b>Article 2</b> <b>Prélèvement sur le fonds de roulement du Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA)</b>			
<b>Article 3</b> <b>Création du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique »</b>			
Auteur	N°	Objet	Avis de la commission
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.2	Fixation par le Parlement de plafonds relatifs au développement des énergies renouvelables	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.3	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 4</b> <b>Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois</b>			
<b>Article 5</b> <b>Budget général : ouvertures et annulations de crédits</b>			
<b>Article 6</b> <b>Budgets annexes : ouvertures de crédits</b>			

<b>Article 7</b> <b>Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits</b>			
<b>Article 8</b> <b>Plafonds des autorisations d'emplois de l'État</b>			
<b>Article 9</b> <b>Plafonds des emplois des opérateurs de l'État</b>			
<b>Article 10</b> <b>Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.4	Ajout du décret d'avance de fin de gestion à la liste des décrets d'avance dont le projet de loi de finances rectificative porte ratification	<b>Adopté</b>
<b>Article 11</b> <b>Fiscalité des énergies</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.5	Suppression des modulations de tarif des essences, du gazole et du GPL pour l'année 2017	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.6	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.7	Baisse du tarif de la CSPE en compensation de la hausse de la contribution climat-énergie	<b>Adopté</b>
<b>Article 11 bis</b> <b>Aménagement de l'indemnité kilométrique vélo</b>			
<b>Article 11 ter</b> <b>Précision de la trajectoire de la composante carbone de la TICPE pour les années 2017 à 2019</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.8	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 12</b> <b>Encouragement à l'utilisation du super sans plomb 95-E10</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.9	Diminution d'un centime d'euro par litre du tarif de TICPE applicable aux essences	<b>Adopté</b>

<b>Article 12 bis</b>			
<b>Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des produits issus de la location meublée par un propriétaire de tout ou partie de son habitation principale à un salarié saisonnier</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.10	Application de l'extension de l'exonération pour les produits perçus à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2016	<b>Adopté</b>
<b>Article 12 ter</b>			
<b>Mise en conformité avec le droit de l'Union européenne de l'imposition des opérations à terme réalisées à l'étranger</b>			
<b>Article 12 quater</b>			
<b>Exonération des plus-values de cession de placements monétaires sous condition de réinvestissement dans un PEA-PME</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.11	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 12 quinquies</b>			
<b>Abrogation des dispositions relatives à l'imposition forfaitaire de certains résidents de pays tiers sur la valeur locative de leurs habitations en France</b>			
<b>Article 12 sexies</b>			
<b>Réduction et crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.12	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 12 septies</b>			
<b>Mesures fiscales pour encourager les groupements d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF)</b>			
<b>Article 12 octies</b>			
<b>Exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales des sommes perçues dans le cadre du prix « French Tech Ticket »</b>			

<b>Article 13</b>			
<b>Mise en conformité du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises (PME) avec les règles européennes d'encadrement des aides d'État en faveur du financement des risques</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.13	Création d'une clause de sortie anticipée en cas de cession réalisée dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.14	Rétablissement de la disposition réservant le bénéfice de la réduction d'impôt « ISF-PME » aux investisseurs indépendants	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.15	Assouplissement des conditions à remplir pour caractériser un investissement de suivi dans le cadre du dispositif « ISF-PME »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.16	Exclusion des activités d'exploitation d'un établissement d'accueil pour personnes âgées, handicapées ou enfants, du bénéfice de la réduction d'impôt « ISF-PME »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.17	Exclusion des activités de construction d'immeubles du bénéfice de la réduction d'impôt « ISF-PME »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.18	Exclusion des activités de location du bénéfice de la réduction d'impôt « ISF-PME »	<b>Retiré</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.19	Alignement du plafond applicable à la gestion collective sur celui prévu pour les autres modes d'investissement intermédié dans le cadre du dispositif « ISF-PME »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.20	Plafonnement des frais facturés par les intermédiaires pour les souscriptions ouvrant droit à la réduction d'impôt « ISF-PME »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.21	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.22	Éligibilité au quota d'investissement des FIP et des FCPI des obligations remboursables en actions	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.23	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>

<b>Article 13 bis</b>			
<b>Possibilité d'imputation des pertes en capital de prêts participatifs</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.24	Imputabilité des pertes subies en raison du non-remboursement de prêts participatifs sans intérêt	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.25	Modification des modalités d'application dans le temps	<b>Adopté</b>
<b>Article 13 ter</b>			
<b>Harmonisation des dispositifs de réduction d'impôt « Madelin » et « ISF PME »</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.26	Modification de la base de calcul de la réduction d'impôt « Madelin » en cas d'investissement indirect via un fonds	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.27	Alignement du plafond applicable à la gestion collective sur celui prévu pour les autres modes d'investissement intermédié dans le cadre du dispositif « Madelin »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.28	Plafonnement des frais facturés par les intermédiaires pour les souscriptions ouvrant droit à la réduction d'impôt « Madelin »	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.29	Amendement de précision concernant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux fonds	<b>Adopté</b>
<b>Article 14</b>			
<b>Renforcement du plan d'épargne en actions dédié au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA-PME)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.30	Maintien de l'inéligibilité des obligations convertibles au PEA-PME	<b>Retiré</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.31	Restriction de l'éligibilité au PEA-PME des obligations remboursables en actions	<b>Retiré</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.32	Éligibilité au PEA-PME des obligations non cotées remboursables en actions	<b>Adopté</b>

<b>Article 15</b>			
<b>Extension de l'objet social des organismes de placement collectif immobilier à la location meublée - Conséquences fiscales</b>			
<b>Article 16</b>			
<b>Mise en conformité du régime des sociétés mères et filiales</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.33	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 16 bis</b>			
<b>Création d'un dispositif d'amortissement exceptionnel pour les équipements de fabrication additives (imprimantes 3D)</b>			
<b>Article 16 ter</b>			
<b>Amortissement accéléré des investissements dans les bâtiments d'élevage effectués en 2016 et 2017</b>			
<b>Article 16 quater</b>			
<b>Éligibilité des équipements en fibre optique au suramortissement de 40 % de l'article 39 <i>decies</i> du code général des impôts (suramortissement « Macron »)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.34	Éligibilité des investissements en fibre optique réalisés à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2016 au dispositif de suramortissement « Macron »	<b>Adopté</b>
<b>Article 16 quinquies</b>			
<b>Création d'un régime fiscal « Micro BA » pour l'imposition des bénéficiaires agricoles</b>			
<b>Article 16 sexies</b>			
<b>Assouplissement des modalités de constitution et des conditions d'utilisation de la déduction pour aléas (DPA)</b>			
<b>Article 16 septies</b>			
<b>Réduction à 2,5 % du seuil de détention requis pour l'application du régime mères-filles aux sociétés contrôlées par un ou plusieurs organismes à but non lucratif</b>			
<b>Article 16 octies</b>			
<b>Renforcement des missions des organismes de gestion agréés</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.35	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 16 nonies</b>			
<b>Régime fiscal des établissements d'enseignement supérieur consulaire</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.36	Amendement de clarification rédactionnelle	<b>Adopté</b>

<b>Article 16 <i>decies</i></b>			
<b>Relèvement du plafond du crédit d'impôt en faveur des dépenses de remplacement pour congés dans le cadre des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)</b>			
<b>Article 16 <i>undecies</i></b>			
<b>Suppression de la neutralisation de la quote-part de frais et charges pour le régime de l'intégration fiscale et abaissement à 1 % du taux de cette quote-part</b>			
<b>Article 16 <i>duodecies</i></b>			
<b>Plafond du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)</b>			
<b>Article 17</b>			
<b>Échanges automatiques d'informations financières</b>			
<b>Article 18</b>			
<b>Réforme des zones de revitalisation rurale</b>			
<b>Article 19</b>			
<b>Création d'un comité consultatif pour le crédit d'impôt pour dépenses de recherche et le crédit d'impôt d'innovation</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.37	Simplification du nom du comité consultatif du crédit d'impôt pour dépenses de recherche	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.38	Ajout d'un représentant du ministère chargé de l'industrie au sein des membres du comité consultatif du crédit d'impôt pour dépenses de recherche	<b>Adopté</b>
<b>Article 19 <i>bis</i></b>			
<b>Actualisation de la liste des organismes éligibles au régime de sous-traitance applicable en matière de crédit d'impôt recherche (CIR) et de la liste des organismes de recherche exonérés d'impôt sur les sociétés</b>			
<b>Article 20</b>			
<b>Adaptation des dispositions relatives a la révision des valeurs locatives des locaux professionnels</b>			
<b><u>Décision de la commission sur l'article 20 : réserve</u></b>			
<b>Article 21</b>			
<b>Refonte de la taxe pour la création de bureaux et création d'une taxe additionnelle aux DMTO sur les cessions de locaux à usage de bureaux en Ile-de-France</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.39	Suppression de la dérogation pour les communes éligibles à la DSU et au FSRIF	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.40	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>

<b>Article 22</b> <b>Constitution de la représentation parcellaire cadastrale unique (RPCU)</b>			
<b>Article 23</b> <b>Refonte de la participation des collectivités territoriales au coût du dégrèvement afférent au plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée</b>			
<b>Article 24</b> <b>Adaptation des dispositions fiscales aux regroupements de communes</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.41	Correction d'une référence	<b>Adopté</b>
<b>Article 24 bis</b> <b>Délibération relative à la renonciation à la taxe d'aménagement dans le cas de création d'une commune nouvelle</b>			
<b>Article 25</b> <b>Rationalisation et amélioration du caractère incitatif de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.42	Suppression de la possibilité d'instituer la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur une partie seulement du territoire	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 bis</b> <b>Éligibilité au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des dépenses effectuées dans le cadre du plan « France très haut débit »</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.43	Éligibilité au FCTVA des dépenses réalisées en 2015 dans le cadre du plan « France très haut débit »	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 ter</b> <b>Pérennisation du mécanisme de compensation partielle des baisses du produit de CVAE pour les départements</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.44	Suppression d'un effet de seuil	<b>Adopté</b>



<b>Article 25 quater</b>			
<b>Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des installations et bâtiments affectés à la méthanisation agricole</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.45	Remplacement d'une exonération de plein droit par une exonération facultative	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 quinquies</b>			
<b>Adaptations de la majoration de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les terrains constructibles situés en « zone tendue »</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.46	Suppression de la majoration obligatoire de taxe foncière sur les propriétés non bâties situées en zone "tendue" et annulation des effets de la majoration en 2015	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 sexies</b>			
<b>Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des sociétés produisant du biogaz, de l'électricité, de la chaleur par la méthanisation agricole</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.47	Remplacement d'une exonération de plein droit par une exonération facultative	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 septies</b>			
<b>Assouplissement des modalités de déclaration nécessaires au bénéfice du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties « jeunes agriculteurs »</b>			
<b>Article 25 octies</b>			
<b>Transmission d'informations entre services de l'État concernant les demandes d'attribution au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.48	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 nonies</b>			
<b>Possibilité d'étendre la Tascom aux établissements ouverts avant 1960</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.49	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>

<b>Article 25 <i>decies</i></b>			
<b>Assujettissement à la Tascom en cas de changement d'exploitation en cours d'année</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.50	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 25 <i>undecies</i></b>			
<b>Modification des règles relatives à l'application des franchises d'octroi de mer dans le cas d'un déménagement</b>			
<b>Article 25 <i>duodecies</i></b>			
<b>Détermination du fait générateur de l'octroi de mer dans le cas d'un produit pétrolier ayant subi une transformation sous un régime suspensif</b>			
<b>Article 25 <i>terdecies</i></b>			
<b>Fixation de la répartition du produit de l'octroi de mer à Mayotte</b>			
<b>Article 25 <i>quaterdecies</i></b>			
<b>Fonds de soutien exceptionnel aux départements</b>			
<b>Article 25 <i>quindecies</i></b>			
<b>Définition des coefficients multiplicateurs applicables en 2016 en matière de taxe locale sur la consommation finale d'électricité pour les collectivités territoriales n'ayant pas adapté leurs coefficients en 2015</b>			
<b>Article 26</b>			
<b>Simplification des formalités déclaratives des contributions indirectes</b>			
<b>Article 27</b>			
<b>Modernisation de la taxe spéciale sur les véhicules routiers</b>			
<b>Article 28</b>			
<b>Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : modernisation et sécurisation du recouvrement de la taxe</b>			
<b>Article 28 <i>bis</i></b>			
<b>Extension de la TGAP au gazole non routier</b>			
<b>Article 28 <i>ter</i></b>			
<b>Introduction d'un critère de traçabilité relatif aux matières premières permettant de produire des biocarburants pris en compte pour le double comptage</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.51	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 29</b>			
<b>Crédit d'impôt phonographique – Placement sous le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)</b>			
<b>Article 30</b>			
<b>Mise en conformité avec le droit de l'Union européenne du taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux produits d'origine agricole non transformés</b>			

<b>Article 30 bis</b>			
<b>Extension du taux réduit de TVA à 5,5 % à certains spectacles</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.52	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 30 ter</b>			
<b>Instauration de la déductibilité de TVA pour les véhicules essence</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.53	Amendement de suppression	<b>Retiré</b>
<b>Article 30 quater</b>			
<b>Application rétroactive du taux spécifique de TVA à 2,1 % à la presse en ligne à compter du 12 juin 2009</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.54	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 31</b>			
<b>Amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.55	Coordination avec la loi « Macron » du 6 août 2015	<b>Adopté</b>
<b>Article 32</b>			
<b>Exonération de la retenue a la source due par une société non-résidente déficitaire et en liquidation</b>			
<b>Article 33</b>			
<b>Mise en place d'une procédure de restitution de l'excédent de retenue à la source prélevée sur les jetons de présence « ordinaires » versés à des contribuables domiciliés dans un État membre de l'Union européenne</b>			
<b>Article 34</b>			
<b>Fiscalité des produits du tabac - Adaptation du dispositif de majoration du minimum de perception</b>			
<b>Article 35</b>			
<b>Modification du dispositif de plafonnement de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises</b>			
<b>Article 35 bis</b>			
<b>Application des procédures de droit commun pour les remises gracieuses en cas de factures impayées au niveau des agences de l'eau</b>			

<b>Article 35 ter</b> <b>Renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude à la TVA</b>			
<b>Article 35 quater</b> <b>Exonération de droit de mutation à titre gratuit des dons au profit de victimes d'actes de terrorisme</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.56	Exonération de DMTG pour les dons reçus par un militaire, un policier, un gendarme, un pompier ou un douanier blessé en service	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.57	Exonération de DMTG pour les dons reçus par les ascendants d'un militaire, un policier, un gendarme, un pompier ou un douanier tué en service	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.58	Exonération de DMTG pour les dons reçus par les proches d'un militaire décédé sous les drapeaux en temps de guerre	<b>Adopté</b>
<b>Article 35 quinquies</b> <b>Exonérations de taxes foncières des propriétés transférées par l'État aux grands ports maritimes</b>			
<b>Article 35 sexies</b> <b>Extension de l'assiette de la taxe sur l'édition des ouvrages de librairie aux livres numériques</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.59	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 35 septies</b> <b>Assouplissement du mécanisme du crédit-vendeur et réduction du délai d'indisponibilité du prix de cession d'un fonds de commerce</b>			
<b>Article 35 octies</b> <b>Arrêté fixant le taux effectif de la taxe sur la vente de produits phytopharmaceutiques</b>			
<b>Article 35 nonies</b> <b>Augmentation du montant de la réduction forfaitaire de cotisations sociales au bénéfice des particuliers employeurs</b>			
<b>Article 35 decies</b> <b>Extension du dispositif de remise de dette sociale en faveur de l'agriculture corse</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.60	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>

<b>Article 35 undecies</b>			
<b>Obligation pour les grandes entreprises de publier les informations relatives aux activités et aux bénéfices de leurs implantations pays par pays (« reporting » pays par pays public)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.61	Amendement de suppression	<b>Adopté</b>
<b>Article 35 duodecies</b>			
<b>Rapport au Parlement sur l'impact des exonérations et dégrèvements en matière de taxe d'habitation, de taxe foncière et de contribution à l'audiovisuel public</b>			
<b>Article additionnel après l'article 35 duodecies</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.62	Remise d'un rapport au Parlement sur les reports de crédits	<b>Adopté</b>
<b>Article 36</b>			
<b>Garantie des financements nécessaires à l'acquisition par des clients français de navires de flotte de commerce ou d'engins spatiaux civils construits en France</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.63	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 37</b>			
<b>Réforme du dispositif de financement des exportations</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.64	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.65	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 37 bis</b>			
<b>Introduction d'un plafond des garanties publiques pour le commerce extérieur accordées par l'État</b>			
<b>Article 38</b>			
<b>Garantie par l'État des emprunts de l'Unedic émis en 2016</b>			
<b>Article 39</b>			
<b>Garantie de l'État accordée aux emprunts souscrits par la Société du Grand Paris auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI)</b>			
<b>Article 39 bis</b>			
<b>Clarification des relations financières de prêts entre le fonds d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations</b>			

<b>Article 40</b>			
<b>Reconduction et amélioration du dispositif de garantie à la construction navale de la Caisse française de développement industriel (CFDI)</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.66	Amendement rédactionnel	<b>Adopté</b>
<b>Article 41</b>			
<b>Actualisation de la garantie à l'Agence française de développement (AFD) permettant de mettre en œuvre les engagements de la France à l'égard de la Facilité financière internationale pour l'immunisation (IFFIm)</b>			
<b>Article 41 bis</b>			
<b>Garantie de l'État à la Société de prise de participation de l'État dans le cadre du financement-relais du Fonds de résolution unique</b>			
<b>Article 42</b>			
<b>Modalités de répartition transitoire du fonds de solidarité en faveur des départements entre la métropole de Lyon et le département du Rhône</b>			
<b>Article 42 bis</b>			
<b>Neutralisation des dotations aux amortissements des communes et établissements publics de coopération intercommunale</b>			
<b>Article 42 ter</b>			
<b>Indemnités des présidents et vice-présidents des syndicats de communes et des syndicats mixtes ouverts restreints</b>			
<b>Article 42 quater</b>			
<b>Aide exceptionnelle de 25 millions d'euros en faveur de la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile</b>			
<b>Article 43</b>			
<b>Souscription à l'augmentation des ressources en capital de la Société interaméricaine d'investissement</b>			
<b>Article 44</b>			
<b>Possibilité d'attribuer l'aide au logement temporaire (ALT) aux sociétés de construction dont l'État détient le tiers du capital</b>			
<b>Article 45</b>			
<b>Modification de l'affectation de la taxe sur les spectacles de variété pour financer un fonds d'intervention d'urgence en faveur du spectacle vivant</b>			
<b>Auteur</b>	<b>N°</b>	<b>Objet</b>	<b>Avis de la commission</b>
M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général	FINC.67	Introduction d'un décret pour préciser les modalités d'intervention du fonds d'urgence	<b>Adopté</b>

**Article 46**

**Éligibilité des élèves scolarisés dans des établissements privés sous contrat ayant opté pour le régime dérogatoire d'organisation du temps scolaire aux aides du fonds de soutien au développement des activités périscolaires**

**Article 47**

**Apurement de la situation des agents et personnels de l'État et de ses établissements publics occupant un logement dans un immeuble appartenant à l'État**